

Délibération n°2022_12_08_24

Objet : Modification du tableau des effectifs

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 8 DÉCEMBRE 2022**

L'an deux mille vingt deux, le huit décembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 2 décembre 2022, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du 1er adjoint délégué à la Qualité de vie, au Vivre ensemble, aux Animations et au Rayonnement Territorial, Monsieur Mario MARCOU.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 21

Nombre de membres représentés : 6

Secrétaire de séance : Romain CASAS-MATEU

Présents :

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Brigitte RODRIGUEZ - Maryline BENEDETTI - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Muriel POUJOL - Laurent CHAMARD-BOIS - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés :

Jean-Pierre RICO pouvoir à Mario MARCOU - Jean-Marc MALEK pouvoir à Jocelyne TAVERNE - Colette MORETEAU pouvoir à Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON pouvoir à Benoît DELTOUR - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Patrick PASQUIER pouvoir à Philippe CATTIN-VIDAL

Absents excusés :

Bernadette CONTE-ARRANZ - Quentin BOINET

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Madame Françoise BERTOUY, adjointe déléguée Ressources humaines, Entreprise, Emploi et Formation professionnelle, rapporte:

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique; notamment son article L.313-1 ;

Vu le Décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier des administratifs territoriaux ;

Vu le Décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;

Vu le Décret n° 2016-1798 du 20 décembre 2016 modifiant le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;

Vu le Décret n°2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;

Vu le Décret n° 2016-1382 du 12 octobre 2016 modifiant le décret n° 88-547 du 6 mai 1988 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux ;

Vu le Décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation ;

Vu le Décret n°2011-558 du 20 mai 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des animateurs territoriaux ;

Vu le Décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale ;

Vu le Décret n° 2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux ;

Vu le Décret n° 2016-1372 du 12 octobre 2016 modifiant, pour la fonction publique territoriale, certaines dispositions générales relatives aux fonctionnaires de catégorie C et divers statuts particuliers de cadres d'emplois de fonctionnaires de catégorie C et B,

Considérant le vote à l'unanimité au Comité technique du 23 novembre 2022,

Les mouvements de personnel dus aux départs à la retraite et la nécessité de remplacer les postes impliquent la mise à jour du tableau des effectifs afin de prendre en compte le grade des agents qui font l'objet d'un recrutement par voie de mutation.

Par ailleurs, il convient de prendre en compte les départs à la retraite du personnel communal qui n'est pas remplacé. Une démarche de rationalisation des missions a été initiée pour réduire les effectifs et la masse salariale correspondante tout en garantissant le service public rendu aux usagers.

Enfin, pour le personnel dont les conditions statutaires d'ancienneté sont requises sur l'exercice 2022 et pour lesquels les missions correspondent au grade, il est proposé de régulariser ces avancements de grade sur l'exercice 2022. Le Comité technique du 23 novembre 2022 a décidé à l'unanimité de procéder aux avancements de grade des agents l'année des conditions requises d'ancienneté, conformément aux lignes directrices de gestion de la collectivité.

Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à modifier le tableau des effectifs comme suit :

CRÉATIONS		
GRADE	NOMBRE DE POSTES	MOTIF CRÉATION
Adjoint administratif principal de 2ème classe	1	Avancement de grade
Adjoint	2	Avancement de

SUPPRESSIONS		
GRADE	NOMBRE DE POSTES	MOTIF SUPPRESSION
Adjoint administratif	1	suite avancement de grade
Adjoint technique	2	suite avancement

technique principal de 2ème classe		grade
Adjoint technique principal de 1ère classe	5	Avancement de grade
Adjoint territorial d'animation principal de 1ère classe	3	Avancement de grade
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	1	Avancement de grade
Technicien principal de 1ère classe	1	Avancement de grade
Attaché	1	Adaptation du poste aux besoins / modification statut
Brigadier chef principal	1	Avancement de grade

		de grade
Adjoint technique principal de 2ème classe	5	suite avancement de grade
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	3	suite avancement de grade
Adjoint territorial d'animation	1	suite avancement de grade
Technicien principal de 2ème classe	1	suite avancement de grade
Adjoint administratif	1	Adaptation du poste aux besoins / modification statut
Gardien brigadier	1	suite avancement de grade

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Maire à modifier le tableau des effectifs ;
- Autoriser Monsieur le Maire à signer les arrêtés et contrats individuels correspondants ;
- Dire que les crédits sont inscrits au budget de la commune 2022 au chapitre 012.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à la majorité.

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 3

Laurent TATON, Caroline SAROCHAR, Cathy PROST

Ne prend pas part au vote : 0

Envoyé en préfecture le 09/12/2022

Reçu en préfecture le 09/12/2022

Publié le

SLO

ID : 034-213401987-20221208-2022_12_08_24-DE

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 08/12/2022

Le Maire,

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.